



## BÉNÉDICTE CHÉRON

**« Sentinelle a une puissance visuelle plus forte que l'efficacité réelle de l'opération. »**

**Enseignante à l'ICP et chercheuse associée au SIRICE (Sorbonne), Bénédicte Chéron est spécialiste des représentations médiatiques de l'armée. Elle revient sur l'opération Sentinelle, et la difficulté d'en mesurer les effets réels en matière de contre-terrorisme.**

*Entretien réalisé le 19 janvier 2018 par Elie Guckert | photo : Twitter*

### **Quelles ont été les dernières évolutions de l'opération Sentinelle ?**

Il y a eu des annonces faites le 14 septembre 2017 par les ministres de l'Intérieur et des Armées. L'idée était d'assouplir la manière dont les préfets font appel aux militaires et qu'il y ait un dialogue entre les préfets et l'état-major, pour évaluer la demande, et ainsi voir si la présence des militaires aura un effet réel sur la sécurité. L'état-major est davantage associé à la prise de décision. La logique d'une opération militaire, c'est de produire des effets. Pour savoir si une opération est bonne, il faut savoir si elle va produire des effets et pouvoir en tirer le bilan. Donc on planifie en fonction des effets qu'on attend.

Or, depuis deux ans, on s'est rendu compte que l'opération Sentinelle n'avait pas cette prise en compte des effets réels. On s'appuyait sur quelque chose de théorique. L'état-major a obtenu qu'il y ait plus de militarité et la possibilité de participer de manière plus active à la réponse faite aux préfets. Je ne peux pas vous dire si cela a vraiment produit un changement, le bilan doit être tiré dans un rapport fin janvier ou début février. Peut-être que cela a des

effets numériques, peut-être qu'il y a eu moins de militaires mobilisés ces derniers mois, je n'ai pas plus d'informations. En revanche, je constate qu'il n'y a pas eu de changements dans la façon dont les Français voient l'opération, ni dans la manière dont les préfets et le ministre de l'Intérieur communiquent dessus.

### **Y a-t-il eu des changements sur les règles d'engagement ?**

Cela avait déjà été déjà fait dans les votes successifs de lois antiterroristes. Il y a eu des ajustements pour que ce qui est arrivé au Bataclan ne se reproduise plus : des militaires présents qui ne peuvent agir sans demander des autorisations, et qu'on leur réponde qu'ils n'avaient pas le droit de faire feu, parce que le cadre légal les en empêchait. Il y a eu du changement depuis 2015, au fil des lois successives. Pour ces raisons, et dans les circonstances où les militaires ont été pris pour cible, ils ont pu répondre.

### **L'opération Sentinelle est-elle devenue un outil de communication à part entière ?**

Le fait que l'État décide de déployer la force militaire sur le sol national, c'est une

Bénédicte Chéron - Entretien réalisé le 19 janvier 2018 par Elie Guckert

façon de montrer que se déploie la force régaliennne. Cela a un vrai rôle, ce n'est pas illégitime qu'un déploiement de puissance de cette ampleur ait lieu dans un moment de crise. Cela joue aussi un rôle auprès des ennemis qu'on se désigne. Cela nous permet de dire : « *vous nous attaquez, voilà ce que nous sommes capables de faire* ». Ce n'est pas neutre d'être capable de déployer 10 000 militaires sur le sol national alors qu'on ne l'avait jamais fait depuis la guerre d'Algérie. Il y a un rôle réel et légitime.

La question qui se pose est le maintien de l'opération dans un format aussi massif alors que l'on sait que les effets sont marginaux en termes de dissuasion. On peut donc estimer que ce maintien est légitime, car rassurer les Français dans un contexte de menace terroriste ce n'est pas absurde, cela a du sens. Dans le même temps, c'est aussi un outil de communication parce que c'est un moyen pour un chef d'État, de gouvernement, un ministre de l'Intérieur, de rendre très visible son action. Cela a une puissance visuelle plus forte que l'efficacité réelle de l'opération. Le ministre de l'Intérieur et les préfets utilisent cette opération pour dire : « *regardez, on fait quelque chose* ».

**C'était déjà cette idée qui avait présidé au lancement de l'opération par Manuel Valls en janvier 2015 ?**

Lorsque se met en place l'opération, l'idée sous-jacente est de réagir à une situation d'urgence dont on ne maîtrise pas les ressorts, le fameux brouillard de guerre

pour reprendre l'expression de Clausewitz, qui a encore du sens même si elle est un peu usée. En novembre, en tout cas, il y a vraiment cette surprise, déployer 10 000 militaires c'était pour permettre de réagir à une potentielle nouvelle attaque multi-site dans la semaine. Et, bien sûr, avoir des militaires pré-positionnés partout, ça rassure les Français.

On ne peut pas dissocier le fait de déployer la puissance régaliennne et de se demander si cela a une efficacité opérationnelle, et

ce dès le lancement de l'opération. La question se pose de manière différente pour le prolongement. Cette efficacité opérationnelle reste à démontrer puisque la seule attaque où des militaires jouent un rôle sans être eux-mêmes pris pour cible, c'est celle de la gare Saint-Charles à Marseille. Cette attaque démontre que la présence des militaires n'était pas dissuasive puisqu'elle n'a pas empêché l'individu de passer

à l'action. Cependant, cela a empêché qu'il fasse plus de victimes. Pour une opération de 10 000 hommes, si on parle de manière froide et cynique, ça reste un effet marginal.

**Ce travail ne devrait-il pas être celui des forces de l'ordre ?**

Oui, mais la question, c'est qu'on ne peut pas en mobiliser assez, justement.

**L'opération Sentinelle fait-elle toujours partie du plan Vigipirate ?**

Elle n'y est plus. C'était le cas jusqu'en janvier 2015, où 800 soldats sont mobilisés

**« La question qui se pose est le maintien de l'opération dans un format aussi massif alors que l'on sait que les effets sont marginaux en termes de dissuasion. »**

*Bénédicte Chéron - Entretien réalisé le 19 janvier 2018 par Elie Guckert*

pour Vigipirate. Et, à partir de janvier 2015, on créé une opération militaire en propre qui sort de Vigipirate, même si les deux sont liées. Les militaires étaient au sein de Vigipirate depuis 1995.

**L'armée française est aussi présente en dehors du territoire français. Sentinelle est-elle compatible avec les engagements de l'armée française à l'extérieur ?**

L'opération Sentinelle dévore les effectifs mais ne coûte pas très cher (pas d'utilisation de matériel lourd, de munitions etc.), ce qui explique aussi probablement son maintien dans ces dimensions là, puisque c'est efficace visuellement et que ça ne coûte pas très cher. Le problème, c'est la pression en terme d'effectifs, qui a été réelle jusqu'en 2017, soit pendant deux ans. C'est un peu moins tendu maintenant, et l'armée de terre espère revenir à un niveau d'équilibre en 2018. La crainte majeure résidait dans le fait que cette opération pèse sur nos opérations extérieures, si elle venait à perdurer. Ce sera effectivement préoccupant si on ne revient pas à un niveau normal en 2018. Cela voudra dire que certains militaires auront été massivement mobilisés sur Sentinelle et peu sur les opérations extérieures. Or, Sentinelle ne leur permet pas de mettre en œuvre les savoir-faire combattants dont ils ont besoin en opération extérieure. Ils doivent aussi fréquenter ceux qui ont ces savoir-faire depuis plus longtemps qu'eux. Sentinelle a empêché de nouvelles recrues d'être auprès d'anciens qui avaient ces compétences. Or, les jeunes recrues partent massivement sur Sentinelle.

**Beaucoup de reportages ont montré des militaires, souvent des jeunes recrues, témoignant de leur lassitude, voire de leur désertion. Ce phénomène est réel ?**

J'ai été journaliste aussi, et là, l'angle était de montrer des militaires ayant un malaise à cause de Sentinelle. Le problème, c'est que l'on entend qu'eux, ce qui pose un manque de représentativité assez évident. Cela dépend beaucoup des unités. Certains ne sont pas dans des unités combattantes, mais logistiques, or ceux-là se sont retrouvés sur un pied d'égalité avec les autres, ce qui était valorisant. Les légionnaires, eux, sont très contents, parce qu'un légionnaire est, quoi qu'il arrive, content quand on lui donne une mission [rires]. Mais c'est une mission qui est lassante, parce qu'on ne peut pas en mesurer les effets. Patrouiller sans mesure des effets c'est, de facto, lassant et frustrant. Mais ce n'est pas

**« Ces problèmes que l'on avait à l'extérieur se voient beaucoup plus quand ils sont sur le sol national. »**

Sentinelle qui provoque le malaise. En revanche, elle est un révélateur de toutes les raisons de mécontentements des militaires. Ce malaise des armées, on le perçoit dès les années 70. Il s'ancre après la guerre d'Algérie, et est, en partie, lié au manque de reconnaissance par la société... Autant de vieilles blessures pas totalement refermées. Les questions budgétaires pèsent depuis 20 ans, depuis la professionnalisation, le problème de la conciliation avec la vie de famille... Tout ça est présent avant Sentinelle, et elle ajoute une pression supplémentaire, rapproche tous les enjeux, et surtout les rend visibles ! Ces problèmes que l'on avait à l'extérieur se voient beaucoup plus quand ils sont sur le sol national. Les Français le voient, c'est plus facile à

Bénédicte Chéron - Entretien réalisé le 19 janvier 2018 par Elie Guckert

traiter pour les journalistes. Sentinelle est un catalyseur.

### **Ce manque de reconnaissance a-t-il bougé avec Sentinelle ?**

Pas tellement grâce à Sentinelle. L'anti-militarisme primaire qu'on a connu au Larzac n'existe plus, et, d'après les sondages, seuls 10 % des Français seulement se disent anti-militaristes. Et ceux qui militent sont encore moins nombreux. L'installation de la légion au Larzac il y a quelques années n'a d'ailleurs rien déclenché de notable. 88 % des Français ont une très bonne image de l'armée française. Mais ce n'est pas parce que l'on se sait aimé que l'on se sent compris. Comme dans une vie de couple ! Les militaires se sentent aimés, mais pas compris, par les politiques, notamment. L'affaire de Villiers a été vécue comme une forme d'humiliation.

Ils ne se sentent pas compris parce que leur métier c'est de faire la guerre. Or d'après les études, c'est très récent que les Français aient conscience que leurs militaires font la guerre. Jusqu'à la fin de l'engagement en Afghanistan puis en 2015, les Français voyaient les militaires comme de bons logisticiens, de bons acteurs humanitaires en Afrique... La guerre était complètement sortie de l'imaginaire collectif. Cela revient avec l'embuscade d'Uzbin en 2008 où on redécouvre que des soldats combattent, tuent des gens, peuvent se faire tuer etc. En 2015, avec la menace terroriste, les Français se disent : « *si l'on cherche à nous tuer, alors il faut bien que l'on soit capable de tuer aussi.* »

Ce qui a aidé, c'est que, pour l'intervention au Mali, François Hollande et Jean-Yves Le Drian ont décidé d'assumer le fait que l'on était en guerre, alors que pour de précédentes opérations, ce terme n'était pas

assumé.

### **Les militaires de Sentinelle sont parfois pris pour cible. Peut-on dire alors qu'ils servent avant tout de paratonnerre ?**

Je crois que le mot vient de moi en premier. Les états-majors n'étaient pas très contents [rires]. Avant, tout le monde disait : « *ils sont pris pour cible* », mais en fait c'est leur boulot ! Ils visent des cibles et sont pris pour cibles. En réalité, là, ils n'ont pas de cibles alors qu'ils en sont toujours. La communication militaire, avant le Louvre, Orly et Levallois-Perret, minore les choses. Après les interviews autorisées de militaires, on a des soldats qui disent : « *oui, je suis pris pour cible mais je préfère que ce soit moi que des civils sans défense* ». Donc la stratégie du paratonnerre a finalement été assumée ! Ce qui, en soit, est défendable à mon sens, mais à très court-terme ! Durablement ce n'est pas une stratégie. Ça s'appelle un pis-aller, à défaut de moins, on fait ça.

### **Et ça bouge ?**

Au sein de l'état-major oui. Leur ligne est de dire : « *Sentinelle a été efficace pour rapprocher les militaires des Français et obtenir du budget et du recrutement.* » Globalement, les militaires sont contents que Sentinelle dure, à condition qu'on leur accorde des marges de manœuvre. Et là, c'est une question politique. Or, les militaires respectent les décisions du politique. Tant qu'elles ne changent pas, les militaires ne changent pas non plus.

### **Comment la population française a-t-elle réagi à ce déploiement de forces sur la métropole, inédit depuis la guerre d'Algérie ?**

C'est paradoxal. Plus l'opération dure, plus

**Bénédicte Chéron - Entretien réalisé le 19 janvier 2018 par Elie Guckert**

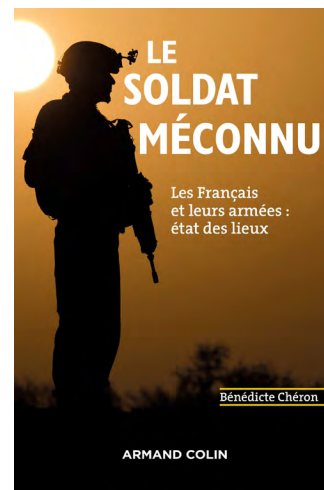
les militaires sont pris pour cible et plus les Français soutiennent. L'exact inverse de ce que les Français pensent des opérations extérieures ! Mais il y a des variations en fonction de l'actualité la plus récente. On reste à des chiffres importants de soutien, au-dessus de 70 %. Mais, jusqu'au printemps 2017 moins d'un Français sur deux pensait que l'opération était efficace. Maintenant, il y en a plus, parce que les militaires sont attaqués. C'est très bizarre, mais, en soit, l'idée du paratonnerre fonctionne.

Au niveau de la représentation, c'est très ambivalent. Il y a, d'une part, tout un traitement médiatique de l'opération qui en donne une bonne image : les soldats sont fatigués mais se sacrifient pour les Français, etc. D'autre part, il y a une confusion qui est en train de s'ancrer entre les militaires et les forces de l'ordre, en particulier dans la presse locale où l'on trouve des ribambelles d'articles sur des missions de Sentinelle dans des petites villes. On nous y raconte qu'ils permettent de réduire la petite délinquance, qu'ils ont permis de régler des différends entre voisins. J'ai même vu un article autour d'une histoire de déjection canine... C'est très anecdotique mais quand on fait des statistiques, ces articles sont tout de même assez nombreux.

Pour l'image des armées ce n'est quand même pas très valorisant et ça fabrique une confusion avec les policiers et les gendarmes. Ils n'ont pas le même rôle dans la société. Mais les préfets ne sont pas très habiles non plus dans leur communication. Ils ont récemment présenté, de manière visiblement concertée, la sécurité pour les fêtes de fin d'année. Ils ont parlé de plan anti hold-up et des déploiements de Sentinelle. À l'arrivée dans les articles il y a beaucoup de choses sur le plan anti hold-

up et à la fin une phrase « *les militaires de l'opération Sentinelle seront déployés aux côtés des forces de l'ordre* », sans même faire mention du terrorisme.

Alors évidemment, on ne précise plus, c'est devenu implicite. On s'y est habitué, et on ne sait même plus pourquoi ils sont présents. C'est la routine. Il y a l'idée, au fond, que des militaires sur la voie publique ça rassure tout le monde sur un petit peu tous les sujets. En terme d'images, cela demanderait d'être attentifs. Sur le plan démocratique, ça ne m'inquiète pas trop, le cadre est tellement fixé et nos armées sont tellement loyales que je vois mal des militaires revendiquer un rôle de maintien de l'ordre. En revanche, il ne faudrait pas que les politiques finissent par s'habituer au fait de pouvoir rassurer les gens pour pas cher en déployant des militaires sur la voie publique. ■



***Le soldat méconnu -  
Les Français et leurs  
armées : état des  
lieux -  
Bénédicte Chéron -  
Armand Colin (2018)***